

## Appel pour la constitution d'un front autogestionnaire

Les élections législatives vont être l'occasion d'exprimer des choix fondamentaux sur le type de société à construire. Nous voulons que puisse s'affirmer le choix d'une « nouvelle gauche » socialiste, écologiste et autogestionnaire : celle qui, de Lip aux autres formes de grève active, de Malville au Larzac et aux syndicats de soldats, des comités de quartiers aux combats des femmes, de la grève du lait en Bretagne à la lutte des viticulteurs occitans traduit des aspirations nouvelles que les partis politiques traditionnels n'ont pas su ou voulu prendre en compte.

Pour cela, il s'agit d'abord de battre la droite en mars 1978. La victoire des forces populaires est indispensable, pour empêcher la coalition conserva-

aux partis de la gauche traditionnelle qui n'ont pas réussi à s'entendre sur une politique de rupture décisive avec le capitalisme, ouvrant une perspective autogestionnaire.

Nous avons avec ces partis des désaccords importants, sur des questions décisives :

**1 - Les finalités et les modalités de la croissance économique.** Nous constatons que les partis de gauche se refusent à mener en profondeur la réflexion sur ce sujet, et à envisager de rompre avec la logique de la croissance capitaliste. Ainsi, ils acceptent l'énergie nucléaire, malgré ses conséquences écologiques et politiques désastreuses. Nous disons : pour une autre croissance. **NON AU**

**NUCLEAIRE.**

**2 - La défense et l'armement nucléaire.** Le reniement par le PCF et le PS des positions qu'ils avaient défendues jusqu'à présent sur la force de frappe est très grave, tant sur le fond que sur la manière dont il s'est opéré, faisant fi de l'opinion des militants et électeurs de gauche. Devant les dangers suicidaires de notre participation à la course aux armements, devant les dangers politiques de la militarisation, nous disons, pour une défense populaire. **NON A LA FORCE DE FRAPPE.**

**3 - La mobilisation populaire et l'autogestion.** Le PC et le PS s'avèrent très timides lorsqu'il s'agit de remettre en cause la conception traditionnelle des réformes par en haut et du rôle dirigeant de l'Etat central. Pour nous, définir une politique socialiste implique la maîtrise de ses propres affaires par chaque collectivité, le droit à la différence, le respect des minorités. Une des raisons des divisions actuelles de la gauche, c'est précisément que le « programme commun » de 1972 a été le résultat de débats « au sommet », sans qu'un large débat démocratique ait permis d'en discuter.

Nos désaccords fondamentaux avec les partis de la gauche traditionnelle ne constituent pas pour nous une raison de faire le jeu de la droite. Bien au contraire, c'est en prenant toute sa place dans le combat contre la droite que le courant socialiste, écologique et autogestionnaire pourra s'imposer à



trice au pouvoir depuis vingt ans de poursuivre sa politique. Cet enjeu est capital, car cette politique, nous en connaissons les effets désastreux : exploitation accrue des travailleurs, chômage, inflation, gaspillage économique, destruction de l'environnement, pillage du tiers-monde, fuite en avant vers le tout nucléaire, militarisation de la société, atteintes aux libertés...

### Pourquoi une « nouvelle gauche »

Notre courant se situe clairement à gauche : c'est une société socialiste que nous voulons construire, dans l'unité, par l'action de toutes les forces populaires.

Mais il s'agit d'une gauche nouvelle par rapport

gauche, et changer ainsi la politique. C'est pourquoi, nous appelons à la constitution d'un large FRONT AUTOGESTIONNAIRE pour lequel nous proposons les objectifs fondamentaux suivants

---

## ● **La transformation radicale des structures de l'économie, le développement du contrôle ouvrier et du contrôle populaire dans les entreprises, les quartiers et les villages.**

---

La mise en œuvre du socialisme autogestionnaire est la seule alternative à un système capitaliste en crise. Cela exige la plus grande unité des travailleurs et des citoyens pour la construction d'une société qui :

- socialise les moyens de production essentiels,
- combatte les inégalités,
- supprime les hiérarchies, la bureaucratie et le centralisme,
- réalise le droit pour chacun de vivre et travailler au pays.

Parmi les mesures immédiates qui devront être appliquées sous le contrôle des travailleurs, doivent figurer notamment :

- la réduction du temps et des rythmes de travail : pour les 35 heures hebdomadaires et la 5<sup>ème</sup> semaine de congés payés.
- le relèvement du SMIC après discussion avec les organisations ouvrières, resserrement rapide de l'éventail des revenus.
- le contrôle des prix pour bloquer toute manœuvre inflationniste.
- des mesures d'urgence contre les licenciements et pour la création d'emplois.

---

## ● **La remise en cause de la croissance pour un autre développement**

---

La conception productiviste de la croissance explique l'orientation vers le tout nucléaire. Le choix du nucléaire est un choix de société qui renforce l'intervention autoritaire et centralisatrice de l'Etat. C'est pourquoi nous exigeons l'arrêt immédiat du programme électronucléaire. Les crédits ainsi épargnés seront affectés à la recherche d'énergies nouvelles et d'économies d'énergie.

Il convient de mettre en œuvre un autre type de développement dans lequel les travailleurs décident des modalités et des finalités de la production.

La croissance économique dans les pays indus-

trialisés est inséparable du pillage des richesses du tiers-monde. Plus le fossé se creusera entre « pays riches » et « pays pauvres », et plus nous nous enfoncerons dans une impasse. Il s'agit donc de participer à la mise en œuvre d'un nouveau mode de développement et d'une nouvelle politique internationale qui établissent des relations d'égalité entre pays « développés » et pays « sous-développés ».

---

## ● **La démilitarisation de la société pour une défense populaire**

---

Le domaine militaire constitue une enclave dans la société actuelle, échappant aux règles et droits démocratiques. Des secteurs entiers de l'économie sont soumis à l'idéologie militaire et au contrôle de l'armée. Le concept de « sécurité nationale » se substitue peu à peu à celui de « défense nationale » et l'ennemi devient « intérieur ».

Notre force de frappe est une nouvelle ligne Maginot et elle ne peut servir en rien notre indépendance nationale. Ainsi, la renonciation à la bombe s'impose parce qu'elle est coûteuse, inefficace, dangereuse. La stratégie nucléaire est incompatible avec l'autogestion.

En revanche, l'autogestion implique une véritable défense populaire qui donne au peuple le contrôle et la responsabilité des finalités et des moyens de défense. Une telle défense doit inclure les méthodes de lutte non-violente s'inspirant des stratégies de non collaboration et de désobéissance civile.

---

## ● **Pour le droit à l'identité, pour les libertés**

---

La société actuelle refuse l'égalité des droits aux femmes, aux minorités nationales, aux immigrés et à tous ceux qui ne satisfont pas aux normes imposées par l'idéologie dominante. Les libertés publiques sont l'objet d'attaques permanentes sur tous les terrains, syndical, politique, personnel, comme viennent de le rappeler des exemples comme l'affaire Croissant, l'institution du fichier scolaire, le fichage et la surveillance des militants.

Nous exigeons l'abrogation immédiate des dispositions constitutionnelles qui permettent de s'opposer à la volonté populaire (et d'abord les pouvoirs exorbitants du Président de la République), l'abolition de la législation répressive, ainsi que la suppression de toute situation d'exception à l'égard des droits démocratiques, notamment dans l'armée.

Nous luttons pour une société où seront assurées l'égalité réelle des droits et la reconnaissance des différences, où seront respectées et développées les libertés démocratiques, où les minorités nationales pourront choisir leur statut, où la liberté de maîtriser son existence sera acquise à tous par l'autogestion.

En un mot. le Front autogestionnaire vise à regrouper tous ceux qui aspirent à un authentique pouvoir populaire, en tous lieux, en tous domaines et à tous les niveaux. Ce regroupement est urgent à la veille des élections, car la mise en œuvre de notre plateforme minimum exige d'abord que la droite soit battue. Il demeurera indispensable ensuite, car une puissante mobilisation populaire est la condition de cette mise en œuvre.

Dans cette perspective, nous appelons à la création de collectifs autogestionnaires régionaux ou locaux, constitués par tous ceux qui luttent pour l'autogestion, l'écologie, une défense populaire et pour les droits des femmes, des immigrés, des minorités. ■

### **1<sup>ère</sup> liste de signataires**

L'appel est signé de Mmes Nelly Borgeaud, Huguette Bourchardeau, MM. Claude Bourdet, Georges Casalis, Paul-Henri Chombart de Lauwe, Robert Davezies, Edouard Depreux, Jean Duvi- gnaud, Jean-Pierre Faye, Daniel Gentot, Pascal Collet, Gabriel Granier, André Granou, Pierre Jalée, Alain Joxe, Jean Lajonchère, Victor Leduc, Michel Louis, Maurice Maschino, Georges Minazzi, Michel Mousel, Jean-Marie Muller, Maurice Nadeau, Jean-Paul Nury, Alphonse Pageaud, Jacques Paris de Bollardièrre, Mme Geneviève Petiot, MM. Charles Piaget, Jean Raguènes, Jacques Semelin, Mme Geneviève Serreau, MM. Gérard Soulier, Haroun Tazieff, Roger Toutain, Claude-Marie Vadrot, Olivier Vial et Roland Vittot. ■